Sisco : finances de la commune

Commune · Haute-Corse (2B) · 1 183 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Sisco affichait un encours de dette de 2,6 M€, soit 2 203 € par habitant, une épargne brute égale à 0,2 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 945,6 ans.

Dette par habitant
2 203 €
2,6 M€ au total

Capacité de désendettement
945,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
0,2 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 465 € / hab.
1,7 M€ au total

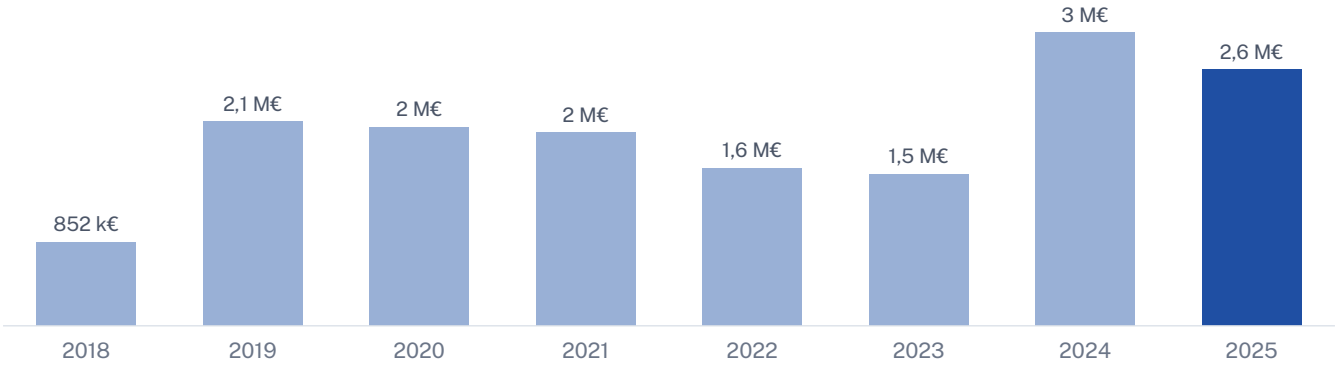
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 465 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	39,2 %	574 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	0,2 %	2 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d’alerte).
Est-elle endettée ?	2 203 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	518 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	539 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 852 k€ en 2018 à 2,6 M€ en 2025 (+205,8 %). Valeur la plus haute : 3 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	852 k€	27 %	2 ans	456 k€
2019	2,1 M€	25,3 %	5,5 ans	648 k€
2020	2 M€	23,6 %	5,4 ans	1,3 M€
2021	2 M€	24,3 %	5 ans	1,2 M€
2022	1,6 M€	26,8 %	3,4 ans	912 k€
2023	1,5 M€	7,7 %	12,5 ans	537 k€
2024	3 M€	20,1 %	8 ans	740 k€
2025	2,6 M€	0,2 %	945,6 ans	613 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Sisco	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	2 203 €	853 €	+158,4 %
Impôts locaux par habitant	539 €	445 €	+21 %
Frais de personnel par habitant	574 €	510 €	+12,6 %
Investissement par habitant	518 €	452 €	+14,6 %
Taux d'épargne brute	0,2 %	21,7 %	
Capacité de désendettement	945,6 ans	3,1 ans	

Jumelles : Péone (06), Peyriac-de-Mer (11), Sainte-Eulalie-en-Born (40), Fitou (11), Sauzon (56), Sore (40), Épargnes (17), La Chaize-Giraud (85), Le Chay (17), Villandraut (33). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 154	1 183	+2,5 %	+2,8 %
Dette par habitant	1 801 €	2 203 €	+22,3 %	−22,2 %
Impôts locaux par habitant	467 €	539 €	+15,3 %	+26,1 %
Frais de personnel par habitant	326 €	574 €	+76,2 %	+23,7 %
Taux d'épargne brute	25,3 %	0,2 %	−25,2 points	−5,3 points
Capacité de désendettement	5,5 ans	945,6 ans	+940 ans	0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		4 538 €		7 269 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Sisco	Comparaison
Habitants (2023)	1 182	+14,8 % depuis 2012 (département : +9,6 %)
65 ans ou plus (2023)	29,1 %	département : 25,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,4 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	81	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	74	−15,9 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	111,7	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

460 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 200 emplois, soit 43 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,4 %	2,1 %	1,3 %	5,9 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	15,4 %	11,8 %	6,6 %	27,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,5 %	11,2 %	20,1 %	8,4 %
Professions intermédiaires	26,1 %	23,7 %	26,4 %	14,9 %
Employés	27,2 %	32,5 %	26,1 %	25,2 %
Ouvriers	16,4 %	18,8 %	19,5 %	17,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Corse (2B)) : 11 215 au moins, dont 52,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 322	44,9 %
Agriculteurs	1 028	51,2 %
Employés de l'hôtellerie	824	63,8 %
Viticulteurs, arboriculteurs	647	40,8 %
Cuisiniers	614	51,5 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	533	31,1 %
Employés de libre service	404	51,7 %
Maçons qualifiés	261	91,2 %
Vendeurs en produits alimentaires	230	52,2 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	229	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Sisco
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	923 k€ pour 11 projets
Par habitant	780 € (communes de même taille : 210 € ; département : 656 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	26,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Acquisition et rehabilitation du couvent Sainte Catherine - tranche 1 acquisition	300 147 €
2025	DETR	Construction de locaux de services	250 040 €
2023	DETR	Construction de murs de soutènement, caniveaux, réfection d'escaliers et clôture à l'école	65 591 €
2024	DETR	travaux de renovation sur les reseaux eau et assainissement lieu dit Mortola	32 605 €
2024	DETR	travaux de voirie lieu dit Mortola	17 584 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.